



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

---

## La croissance économique mondiale: en passant par le Sud

*par Curt Labond*



**Si certaines économies du Sud démontrent une forte croissance, d'autres subissent le contre-coup d'ajustements inévitables**  
(Photo : Calcutta, Inde)

Si l'économie mondiale semble avoir entamé une lente remontée, ce sont toutefois certaines des économies du Sud, et non pas du Nord, qui croissent le plus rapidement. Les Nations Unies prévoient que la production de biens et services dans le monde augmentera, pour la troisième année consécutive, de 2,5 pour cent en 1996. Bien que les bouleversements politiques, les guerres et la sécheresse aient tenu certains pays en développement à l'écart de ce mouvement de croissance, les économies d'un grand nombre d'États les plus pauvres du Sud connaissent cependant la plus rapide expansion qui soit, atteignant des taux de 5 pour cent ou plus par année.

«Là où l'économie internationale évolue le plus vite, c'est dans le monde en développement et non pas dans les pays industrialisés», dit [Robert Miller](#), consultant principal de la Société financière internationale (IFC), une agence de la Banque mondiale. Celle-ci a prédit que les pays en développement recevront 50 pour cent de tous les investissements étrangers directs dans le monde d'ici à 25 ans, ce qui équivaut à plus du double de ce qu'ils ont reçu depuis le début des années 1980. Bien que la plus grande part de ces investissements étrangers soient actuellement destinés à la Chine, les montants réservés aux petits pays en développement sont proportionnellement plus élevés quand on les compare à leur produit intérieur brut (PIB), remarque Miller.

Miller était parmi les conférenciers invités d'un forum sur le développement organisé par le CRDI à

Montréal, Ottawa et Toronto plus tôt cette année. Le thème portait sur les marchés émergents du Sud. Les commentaires du consultant faisaient écho aux statistiques présentées par une étude de l'ONU datée de 1996 sur la situation économique et sociale dans le monde. Cette enquête révèle que, en 1995, le PIB par habitant a augmenté dans 71 des 93 pays en développement (des pays où des analystes récoltent régulièrement des données). De plus, 21 des 48 «pays les moins développés» du monde avaient enregistré une hausse de leur PIB par habitant.

## **Des ajustements s'imposent**

Selon Miller, une telle tendance sera bénéfique puisqu'elle permettra d'élever les revenus sur la planète. Mais il faut prévoir, ajoute-t-il, certains ajustements difficiles. Les ouvriers non qualifiés dans les nations industrialisées devront par exemple s'adapter à une compétition accrue. D'autres ajustements aussi pénibles devront avoir lieu dans certaines régions du Sud. Un économiste de l'ONU, [Barry Herman](#), a indiqué que l'aide au développement que le Nord envoie au Sud ne cesse de diminuer. Les pays les moins attrayants pour l'investissement étranger, comme ceux qui sortent d'une période de conflits ou qui ont un revenu par habitant très faible, sont ainsi laissés dans une situations désespérée.

Tous les États de la planète sont concernés par la mondialisation. Il faut savoir que celle-ci touche non seulement les biens et services mais aussi les marchés financiers. Comme le remarque Miller, «je puis dorénavant avoir accès à mon compte bancaire à partir de guichets automatiques installés dans de nombreux pays.» «L'exemple est anodin», ajoute-t-il, «mais la mondialisation s'étend à bien d'autres domaines d'activité. Il y a ainsi ces entreprises d'exportation qui, quoique petites, ont aujourd'hui la possibilité de trouver du financement à l'extérieur du pays.»

Au fur et à mesure que tombent les entraves au commerce international à la suite de la signature de traités tels que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ou l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), il est plus facile pour des sociétés du Sud d'exporter leurs produits. Qui plus est, les coûts occasionnés par le commerce outre-mer baissent constamment à la suite des progrès réalisés dans les télécommunications — ne serait-ce que le transfert et le traitement des données.

«Les conséquences sont intéressantes», conclut Miller: «Des sociétés peuvent dorénavant contrôler des réseaux de manufactures implantées autour du monde, une performance qui aurait été impensable il y a quelques années. Par contre, des entreprises qui exerçaient depuis longtemps un quasi monopole sur des marchés locaux peuvent tout à coup faire face à une concurrence féroce venue de l'étranger. «On ne peut arrêter une telle évolution. Ces changements vont transformer les relations commerciales. Les gens d'affaires devront s'adapter, sinon ils seront laissés pour compte.»

## **Nord-Sud: une opposition dépassée?**

Il y a longtemps que les organismes d'aide et de développement, tout comme les observateurs spécialisés ont partagé les nations en deux camps; il y a celles qui possèdent et celles qui ne possèdent pas; les pays industrialisés du Nord, relativement riches, et les pays du Sud, plus pauvres, moins développés. Mais les puissants mouvements économiques actuellement en branle pourraient rendre cette distinction vide de sens.

«Selon moi, ce découpage conventionnel du monde entre le Sud et le Nord perd de sa crédibilité», affirme l'économiste principal des affaires internationales à la Banque de la Nouvelle-Écosse, [Erik Nilsson](#). Le spécialiste observe que des liens économiques pourtant tissés depuis longtemps sont éclipsés par de nouvelles ententes nouées le long de nouveaux axes commerciaux. Citons un cas, celui des échanges agricoles où les Canadiens font aujourd'hui davantage affaire avec les Argentins qu'avec les membres de l'Union européenne.

«Un fait majeur doit être noté, c'est la place grandissante du commerce intrarégional au sein

des économies émergentes», note Nilsson. «Environ un tiers du commerce pratiqué en Asie se fait entre les pays de la région. Prenons le cas de l'Amérique latine où le Brésil est devenu le principal partenaire économique de l'Argentine.»

«Si une telle évolution se comprend bien du double point de vue économique et géographique, elle ne peut s'insérer aisément dans certains «modèles Nord-Sud» ni dans le discours qu'on y associe généralement», conclut Nilsson. «S'en tenir à une pure bipolarisation du monde sous prétexte de mieux analyser la situation actuelle, c'est manquer de pertinence. Et c'est probablement aller vers un cul-de-sac.»

*Curt Labond est rédacteur à Ottawa.*

---

## *Nota bene*

[Pour attirer l'investissement international, il y a des conditions](#)

---

### **Personnes ressources:**

**Robert R. Miller**, consultant, *International Finance Corporation*, Room R2-083, 1818 H Street, NW, Washington, DC, 20433, États-Unis; tél.: (202) 473-6685; téléc.: (202) 676-9439; [rmiller@IFC.org](mailto:rmiller@IFC.org)

**Erik P. Nilsson**, économiste principal, Affaires internationales, Banque de la Nouvelle-Écosse, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, ON, M5H 1H1, Canada; tél.: (416) 866-4205; téléc.: (416) 866-2829

**Barry Herman**, chef, Services des relations économiques internationales, Nations Unies, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, pièce DC2- 2120, Two United Nations Plaza, New York, NY, 10017, États- Unis; tél.: (212) 963-4747; téléc.: (212) 963-1061; [herman@un.org](mailto:herman@un.org)

---

## **Des liens à explorer...**

### **Autres articles (et publications) du CRDI**

[Oui! On enseigne l'économie de marché à Cuba](#)

[Commerce international : Vers plus d'équité?](#)

[Coping with capital surges: The return of finance to Latin America](#) (en anglais)

[The developing countries in world trade: Policies and bargaining strategies](#) (1993) (en anglais)

### Autres ressources :

[Micro-impact de la macro-économie et de l'ajustement structurel](#) étudie les mécanismes qu'utilisent les politiques macro-économiques de plusieurs pays asiatiques pour améliorer le bien-être des individus et des collectivités, et évalue l'impact de ces mécanismes.

[Trade and Adjustment](#) publications de l'Institut Nord-Sud (en anglais)

[Trends in Developing Economies](#) A World Bank publication (en anglais)

---

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine \*CRDI Explore\*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada

Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



## Le CRDI Explore

LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

### Archives du CRDI Explore

*Explore* est publié par le Centre de recherches pour le développement international du Canada. Il informe ses lecteurs du monde entier des recherches soutenues par le CRDI et ses partenaires et présente des dossiers sur les grandes questions de développement

[Visiter le nouveau magazine Explore ...](#)

#### Articles diffusés d'avril à décembre 1996

- 5 avril [Retour de la moustiquaire](#) par Robert Bourgoing
- 12 avril [Environnement, société, économie : parties d'un ensemble?](#) par David B. Brooks et Jamie Schnurr
- 12 avril [Action 21 dans les communautés locales](#) par Kirsteen MacLeod
- 19 avril [Santos : une ville brésilienne dont les habitants planifient l'avenir](#) par Patrick Knight
- 26 avril [Gestion intégrée ou comment ne plus dépendre des pesticides](#) par David Mowbray
- 3 mai [Maladies infectieuses et planétaires](#) par John Eberlee
- 10 mai [Systèmes naturalisés de savoir des collectivités autochtones](#) par Salli M.K. Benedict
- 17 mai [Sénégal écologique à l'heure des bilans](#) par Khodia Ndiaye
- 17 mai [Environnement, société, économie : parties d'un ensemble?](#) par David B. Brooks et Jamie Schnurr
- 24 mai [Au Cambodge : Battambang traite ses eaux usées](#) par Emilia Casella
- 31 mai [Quand une ville planifie : Jinja, Ouganda](#) par Anna Borzello
- 7 juin [Ghana : sur les traces de la vie et de la mort](#) par Jason Lothian
- 14 juin [Politique de l'eau à Manille](#) par Estrella Maniquis
- 21 juin [Concilier les impératifs écologiques, économiques et sociaux](#) par Pattie LaCroix
- 28 juin [Reconstruction des sociétés déchirées par la guerre](#) par Jennifer Pepall
- 5 juillet [Sur la trace des chercheurs du CRDI](#) par Curt Labond
- 12 juillet [Ecotourisme dans le Nord de la Thaïlande](#) par Glen Hvenegaard
- 19 juillet [Ecotouristes au Népal : rendez-vous à Namche Bazar](#) par Elizabeth Kalbfuss
- 26 juillet [Du sel plus : une recette pour suppléer à l'insuffisance de micronutriments](#) par Michael Boulet
- 2 août [Variété de haricot à résistance horizontale](#) par Douglas Powell
- 9 août [Maïs à rendement élevé pour les paysans du Burundi](#) par Andrew Ker et Dunstan Malithano
- 16 août [Touristes chez les amérindiens du Vénézuéla : sur la pointe des pieds](#) par Lauren Walker
- 23 août [Projet Yucapè : le développement économique dans la péninsule du Yucatán](#) par Chris Hayes

- 30 août [\*Cartographie : Map Maker: un bon compagnon de route\*](#) par Curt Labond
- 6 septembre [\*Programme de la forêt modèle Calakmul et la protection des forêts tropicales\*](#)  
par Michael Boulet
- 13 septembre [\*Oui : on enseigne l'économie de marché à Cuba\*](#) par Roula el-Raifi
- 20 septembre [\*Afrique subsaharienne et démocratie\*](#) par André Lachance
- 27 septembre [\*Agriculture viable sur les versants montagneux en Colombie\*](#) par Ronnie Vernooy
- 4 octobre [\*Développement durable en Colombie : sous surveillance\*](#) par Rhoda Metcalfe
- 11 octobre [\*Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite\*](#) par Philip Fine
- 18 octobre [\*Commerce international : vers plus d'équité?\*](#) par Henry F. Heald
- 25 octobre [\*Savoir autochtone mis à prix?\*](#) par Jennifer Pepall
- 1 novembre [\*Lutte contre le tabagisme : l'expérience canadienne\*](#) par Lauren Walker
- 8 novembre [\*Produits bio venus du Sud\*](#) par Kirsten Kozolanka
- 15 novembre [\*Croissance économique mondiale : en passant par le Sud\*](#) par Curt Labond
- 22 novembre [\*Dans les mines latino-américaines\*](#) par Steve Hunt
- 29 novembre [\*Traditions agricoles chez les Pémons au Vénézuéla\*](#) par John Eberlee
- 6 décembre [\*PAN Mongolie : entre l'aventure et l'exploit\*](#) par Geoff Long
- 13 décembre [\*Biodiversité : le Laos légifère\*](#) par Richard Littlemore
- 20 décembre [\*Construire sa maison d'adobe\*](#) par André Lachance
- 

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981 Ce magazine est répertorié dans l'Index des périodiques canadiens.

# Pour attirer l'investissement international, il y a des conditions

D'abord ont fait du commerce. Puis vient l'investissement étranger direct. Oui, mais qu'est-ce qui attire l'investissement, se demande-t-on? Quels sont les critères auxquels se réfèrent les investisseurs potentiels quand ils recherchent d'éventuels récipiendaires?

Des conseillers économiques auprès de plusieurs organisations internationales — réunis à l'occasion d'un forum organisé par le CRDI sur les marchés en émergence dans les pays en développement — ont dressé une liste d'exigences.

- Le pays dont les résidents ont développé l'épargne et qui investissent chez eux reçoivent une note élevée. Il en va autrement des pays qui ont tendance à investir leurs avoirs à l'étranger.
- En investissant dans des projets qui ne peuvent être facilement liquidés, les citoyens d'un pays démontrent qu'ils ont confiance dans leur avenir économique national ainsi que dans les systèmes financier et bancaire du pays.
- Un esprit de continuité dans l'élaboration des politiques nationales, surtout quand il s'appuie sur une administration compétente qui applique ces politiques de manière cohérente, révèle que l'infrastructure gouvernementale est solide et honnête.
- Il faut un cadre légal national, y compris un volet sur les droits de propriété.
- Il faut encore qu'existent des marchés intérieurs et régionaux ayant atteint une masse critique, ce qui permet l'installation de moyens locaux nécessaires à la production et à la distribution.
- Un accès aisé aux marchés d'exportation, soutenu par des tarifs réduits et combiné à des coûts inférieurs de production, rend possible la construction d'usines à l'intention des marchés régionaux et mondiaux.
- La capacité d'un pays d'appliquer avec succès de nouvelles technologies et la disponibilité de travailleurs spécialisés attirent aussi les investisseurs. Les méthodes de production actuelles, faut-il le rappeler, excluent la main-d'œuvre à bon marché et non qualifiée.
- Un critère est tombé ces dernières années, celui de l'existence de matières premières locales. Depuis les succès économiques remportés par Taïwan et la Corée, il ne peut s'agir d'une condition requise à l'investissement.

*Curt Labond.*

---



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

---

## Oui! On enseigne l'économie de marché à Cuba

*par Roula el-Raifi*



**Produits agricoles en vente dans les rues de la Havane  
(Photo: Roula el-Raifi)**

Quinze étudiants inscrits à la maîtrise en économie à l'université de La Havane ont pu se familiariser récemment avec les rouages du marché libre. Si ces rouages peuvent sembler un peu abstraits aujourd'hui, leur influence ne cesse de s'étendre à travers le pays.

Un projet subventionné par le CRDI permet à ces étudiants cubains de suivre un programme de maîtrise en économie d'une durée d'un an pour mieux comprendre les structures de l'économie de marché et ainsi acquérir les compétences nécessaires pour gérer la transition du pays vers une économie mixte. Le programme d'études a pour but premier de renforcer les capacités de recherche nationales et d'améliorer le matériel didactique des enseignants cubains. Des fonds sont en outre prévus pour une série de petites subventions.

### **La «percolation» du savoir**

Selon [Lourdes Tabares](#), coordonnatrice du programme et professeure d'économie à l'université de La Havane, le projet veut aider les universitaires «à offrir de nouveaux cours et de nouveaux contenus dans des domaines où les Cubains ont peu d'expérience». Le programme se fonde sur le principe du filtrage vers le bas, une espèce de «percolation» du savoir en somme. La plupart des étudiants inscrits sont de jeunes professeurs d'économie qui sont rattachés à d'autres universités et comptent y retourner pour faire profiter leurs étudiants des connaissances acquises. Les futurs diplômés ont en outre l'intention de mener des recherches sur l'économie de marché.

Cette année, six des quinze étudiants ont été des bureaucrates de rang inférieur travaillant dans différents ministères gouvernementaux. Lourdes Tabares estime que le programme de maîtrise leur permettra de mieux faire connaître les notions liées à l'économie mixte dans les cercles du gouvernement cubain: «Nous n'avons pas participé aux décisions qui ont récemment entraîné de grands changements économiques dans le pays; ce sont les ministères qui ont autorité pour cela».

### **Entre la théorie et la réalité**

Les étudiants cubains éprouvent pour l'instant quelque difficulté à saisir bon nombre des sujets abordés: «Nous devons faire appel à notre imagination pour comprendre des choses comme la variation des taux d'intérêt. L'économie de libre marché, cela n'a pas grand-chose à voir avec la réalité cubaine», précise l'un des étudiants, Mario Rosa Moreno Fernandez.

C'est peut-être le cas maintenant, mais cela va changer. L'aggravation de la situation économique en 1993 a forcé Cuba à adopter des mesures de libéralisation après plus de 30 ans d'économie planifiée. Cette année-là, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro en 1959, les Cubains ont pu accumuler des dollars et créer des entreprises privées pour gagner des devises étrangères. Pour la première fois également, Cuba accueillait à bras ouverts les investisseurs étrangers qui désiraient se lancer dans des coentreprises avec le gouvernement.

### **D'abord créer un noyau chercheurs**

En 1994, Arch Ritter, professeur d'économie [à l'Université Carleton d'Ottawa](#), et Gary McMahon, agent de programme au CRDI, se rendaient à Cuba pour y élaborer le programme de maîtrise. Ils ont pu observer que la transition du pays vers une économie de marché s'effectuait à un rythme trop rapide pour lui permettre de gérer convenablement les changements en cours: «Constatant que Cuba ne disposait pas des compétences nécessaires pour effectuer des recherches sur l'économie mixte, nous avons décidé de créer un noyau de chercheurs», explique McMahon.

Les quelque douze professeurs rattachés au programme (la moitié sont des Canadiens, les autres sont originaires de l'Amérique latine) donnent les cours inspirés du programme de maîtrise de l'Université Carleton. Le corps professoral cubain est associé au projet. Certains cours, qui se fondent sur des études de cas latino-américains et est-européens, traitent des économies nationales de même type que celle de Cuba. D'autres cours permettent aux étudiants d'apprendre les théories sur lesquelles reposent la microéconomie, la macroéconomie et l'économétrie.

### **«Des changements partout à Cuba»**

À la fin de la première année du programme, en 1995, 15 étudiants obtenaient leur diplôme. Parmi les travaux présentés à cette occasion, notons une analyse de la «dollarisation» de Cuba, une étude préliminaire des effets sociaux des récents changements économiques dans l'île et un rapport sur l'impact des investissements étrangers.

Ces sujets de recherche sont représentatifs des changements qu'on peut observer partout à Cuba. Citons, à titre d'exemple, l'étrébrillant hôtel Melia Cohiba, une coentreprise du gouvernement avec une firme espagnole, qui surplombe les habitations en ruine de La Havane; les marchés de fruits où les Cubains peuvent maintenant vendre leurs produits excédentaires; les restaurants privés, ou *paladares*, qui ouvrent dans les résidences privées.

Une Cubaine qui dirige l'un de ces *paladares* dans sa maison de deux chambres de La Havane avoue que son entreprise a amélioré considérablement la vie de la famille : «Je travaille très dur toute la journée pour exploiter ce restaurant et nous payons beaucoup de taxes. Mais cela a vraiment valu la peine de se lancer dans cette affaire.»

## La dollarisation de l'économie...

Si bon nombre des changements observés se font dans le respect des lois, d'autres n'ont rien de légal. Les chauffeurs de taxi, par exemple, offrent aux touristes des chambres bon marché et leur remettent leurs coordonnées pour qu'ils fassent appel à leurs services. Des écriteaux apparaissent devant des résidences de certains quartiers de La Havane annonçant qu'elles peuvent être échangées (*se permuta*) bien qu'on ne puisse, techniquement, vendre une maison. Enfin, dans les quartiers touristiques, la prostitution est devenue une autre façon d'amasser des dollars.

Le gouvernement cubain offre toujours à ses citoyens l'enseignement, le logement et des services de santé, gratuits ou subventionnés, en plus d'une ration alimentaire de base. Mais l'île connaît une grave pénurie de nourriture, de médicaments et de biens de consommation. De plus, la «dollarisation» de l'économie et l'explosion du marché libre ont élargi le fossé entre ceux qui possèdent des dollars américains et les autres qui n'en ont pas. Pour ces derniers, les salaires sont bas, soit environ 15 \$US par mois.

## ... ou l'économie à planification centrale?

«Nous étudions les effets qu'entraînent toutes ces transformations sur la société et nous regardons dans quelle direction s'en va Cuba», note Lourdes Tabares. Une de ses collègues, la professeure Nelida Gancedo, ajoute que les Cubains «aspirent toujours à une économie planifiée, mais dans un nouveau cadre qui tienne compte des conditions qu'impose l'économie internationale».

Le soutien du CRDI au programme de maîtrise en économie prend fin cette année. Les organisateurs, qui sont à la recherche d'autres donateurs, veulent élargir le programme existant en y ajoutant des cours d'anglais, de biologie, de communication et de sociologie de la condition féminine.

*Roula el-Raifi, journaliste pigiste et conseillère en développement, vit à Ottawa.*

---

## Personnes ressources:

**Lourdes Tabares**, Facultad de Economía, Universidad de la Habana, Depto Macro y Microeconomía, Calle L, No 353, Esquina 21, Velado, Ciudad de la Habana; tél. : (786-200) 708490

**Arch Ritter**, Department of Economics, Carleton University, 1125 Colonel By Drive, Ottawa, Ontario K1S 5B6, Canada; tél. : (613) 520-2600 poste 6668; courrier élect. : arch\_ritter@carleton.ca

---

## Des liens à explorer...

### Autres articles (et publications)

[Jose Antonio Ocampo Gaviria : Un économiste public et privé](#) (janvier 1995)

[L'économie vietnamienne en transition](#) (juillet 1995)

[Coping with Capital Surges: The Return of Finance to Latin America](#) (en anglais seulement)

[Lessons in Economic Policy for Eastern Europe from Latin America](#) (en anglais seulement)

[Economic Policy and the Transition to Democracy: The Latin American Experience](#) (en anglais seulement)

## Ressources additionnelles (en anglais)

[Carleton University Department of Economics](#)

[Cuba: Economy and Business](#)

[Cuba in Transition: Proceedings of the Annual Meeting of the Association for the Study of the Cuban Economy](#)

[Cuba: On the Road to Reform](#) (Center for International Private Enterprise)

[Interview with Castro: Castro's Compromises](#) (February 1995)

---

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine \*CRDI Explore\*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada  
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



[1996 \(avril - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

---

## Commerce international: vers plus d'équité?

*par Henry F. Heald*



Usine de vêtements, Quito, Équateur

Encourager une plus large démocratie dans les pays en développement — accompagnée de meilleures conditions économiques et sociales — donnerait à ceux-ci les meilleures chances qui soient pour aborder sur un pied d'égalité le commerce international. Cela vaudrait mieux que de leur dicter des normes mondiales de «bonne conduite» sur l'environnement et les conditions sociales, concluaient les intervenants d'un forum organisé par le CRDI sur le développement où étaient représentés les gouvernements, les syndicats, les milieux universitaires, le secteur privé et les Nations Unies

Le droit d'organiser des syndicats et celui d'entreprendre des négociations collectives seraient donc les voies les plus efficaces pour améliorer le sort des travailleurs dans les pays du Sud. Ces droits favoriseraient davantage le commerce mondial que la promulgation de normes internationales, notamment sur le salaire minimum, a-t-on soutenu.

Prenons un premier exemple, celui de l'amélioration des conditions de travail. Cet objectif est parfois plus facilement atteint par la promotion de meilleurs services de santé et d'approvisionnement en eau salubre que par l'imposition de sanctions commerciales. De même dans les pays qui tolèrent le travail des enfants, il vaudrait mieux offrir aux parents des incitatifs pour envoyer leurs enfants à l'école et les tenir ainsi loin de l'usine plutôt que de suspendre les échanges commerciaux avec ces États.

### **Déjà au XVIIIe siècle...**

Le financier et économiste britannique David Ricardo (1772–1823) a été l'un des premiers à plaider en faveur de règles justes dans les échanges commerciaux, de coûts de main-d'œuvre équitables et du plein

emploi, a rappelé le président du CRDI, Keith Bezanson, dès l'ouverture du forum. Selon Bezanson, le défi consiste aujourd'hui à définir des politiques qui favorisent un tel équilibre avant que ne surgissent d'interminables différends commerciaux inter-États.

Les négociations de l'*Uruguay Round* en vue de modifier l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) — discussions qui ont abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — ont inauguré une nouvelle ère dans les échanges commerciaux sur la planète: l'objectif principal n'est-il pas de réduire au minimum les différends commerciaux, comme le remarquait l'animateur du forum, [Gerald Helleiner](#), de l'Université de Toronto?

Les principes fondamentaux de l'OMC stipulent en effet que les politiques nationales du commerce extérieur doivent être transparentes, prévisibles et non discriminatoires; les différends doivent être réglés sur une base multilatérale. Un ordre mondial fondé sur de tels principes commerciaux apporterait, en théorie, plus d'équité dans les échanges et permettrait aux pays en développement d'améliorer le revenu et le niveau de vie de leurs citoyens puisqu'ils accroîtraient ainsi leur commerce avec les pays du Nord.

### **Une question de perspective**

Mais dans quel sens la balance penche-t-elle en ce moment? Cela dépend de la perspective — Nord ou Sud? — adoptée par l'interlocuteur. Au Nord, certains groupes estiment que, dans les pays du Sud, bas salaires, travail des enfants, avantages sociaux dérisoires et normes environnementales déficientes constituent un avantage commercial injuste. Mais les États du Sud rétorquent que les pays riches et leurs puissantes industries continuent à dominer le commerce et empêchent les pays plus démunis d'être des concurrents sérieux.

Les accords du commerce international devraient contenir une «clause sociale» garantissant la liberté syndicale, la libre négociation collective, l'absence de discrimination, l'élimination du travail forcé et l'abolition du travail des enfants, ainsi qu'un mécanisme exécutoire intégré. Telle est du moins la recommandation de [Steve Benedict](#), directeur national des affaires internationales au Congrès du travail du Canada.

Le mouvement syndical ne réclame pas un salaire minimum international, précise Benedict, parce qu'il serait difficile à négocier et impossible à contrôler. Les pays doivent toutefois être autorisés à définir des normes salariales qui reflètent les conditions économiques locales. Il importe cependant d'obtenir des droits minimaux pour les travailleurs: si les syndicats ont acquis le droit de signer des conventions collectives, ils ont alors l'autorisation de négocier un salaire minimum propre à leur pays.

### **La mobilité du capital**

L'un des problèmes qui confrontent le monde syndical actuel concerne l'extrême fluidité du capital dans le monde, note Benedict, et l'on sait que la répression du syndicalisme attire l'investissement: «Si la Malaisie décide d'améliorer les conditions de travail, le capital file en Indonésie. Et le jour où l'Indonésie décide d'en faire autant, l'investissement s'en va en Chine.» Une clause sociale pourrait contrecarrer en partie ces mouvements de capitaux, selon Benedict, parce que l'existence de syndicats forts crée un marché solide pour les produits locaux.

Un sondage récent révèle que les Canadiens appuient la subordination du commerce international au respect des droits de la personne, selon [Jerry Kramer](#), directeur de la division du développement économique et social au ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international: «Les Canadiens sont prêts à payer plus cher pour des marchandises dont la fabrication n'implique pas le travail des enfants ni la violation des droits de la personne.»

Les entreprises font fausse route lorsqu'elles affirment ne pas être en mesure de «dicter» à un gouvernement étranger sa conduite en matière de codes du travail, affirme Benedict qui renforce ainsi

l'opinion de Kramer: «Pour les Canadiens, c'est une question de valeurs. Il n'est tout simplement pas acceptable de permettre la vente au Canada de biens dont la production se déroule dans des conditions d'esclavage.»

## **Des normes plus exigeantes**

Le Canada, selon Kramer, prend des mesures en faveur de l'adoption de normes plus élevées: il accorde son appui au renforcement de l'Organisation internationale du travail (OIT), à la signature d'une convention qui définira l'exploitation des enfants ainsi qu'à un accord international sur le comportement des investisseurs. Les agences canadiennes d'aide à l'étranger œuvrent de concert avec des institutions nationales des pays du Sud pour favoriser l'intégration de normes, environnementales ou autres. Mai l'OIT, ajoute Kramer, aidera les pays à améliorer leurs normes de travail à la condition que les délais d'entrée en vigueur soient respectés.

Les critiques de la scène politique doivent apprendre à cerner les problèmes par exemple lorsqu'ils accusent des sociétés, comme celle des chaussures Nike, d'avoir recours à des méthodes moralement répréhensibles dans les pays en développement. Kramer s'interroge: «Le problème soulevé concerne-t-il le travail des enfants? Le refus de permettre aux travailleurs de se syndiquer? Les faibles salaires? Si nous voulons prendre des mesures contre les abus, nous devons absolument connaître les règles du jeu.»

*Henry F. Heald est un rédacteur basé à Ottawa.*

---

## **Nota bene**

[Commerce et environnement à la mexicaine](#)

---

### **Personnes ressources:**

**Steve Benedict**, directeur national, Affaires internationales, Congrès du travail du Canada, 2841, chemin Riverside, Ottawa (Ontario), Canada, K1V 8X7 tél.: (613) 521-3400, poste 433. téléc.: (613) 521-3113

**Jerry Kramer**, directeur, Division du développement économique et social, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Édifice Lester B. Pearson, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0G2. tél.: (613) 992-3979

**Gerald K. Helleiner**, Département d'économique, Université de Toronto, 150, St. George Street, Toronto (Ontario), Canada, M5S 1A1. tél.: (416) 978-5063. téléc.: (416) 978-6713

**Claudia Schatan**, agent aux affaires économiques, CEPAL-Mexico, Avenida Presidente Masaryk 29, Apartado Postal 6-718, 06600 Mexico DF. tél.: 525 250 1256 ou 250 1231. téléc.: 525 531 1151

---

## **Des liens à explorer...**

### **Autres articles (et publications) du CRDI**

[The developing countries in world trade: Policies and bargaining strategies](#) D. Tussie and D. Glover. 1993. (En anglais)

[Les travailleuses équatoriennes prennent leur santé en main](#)

## Ressources additionnelles (en anglais)

[India and the social clause](#)

[Jobs versus standards](#)

[Worker rights key to "true democracy"](#)

---

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine \*CRDI Explore\*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada  
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).